



# FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

## **Annexe**

de la décision de la Commission relative au financement de la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso

### **Document d'action concernant «Facilité de coopération technique 2 pour le Burkina Faso»**

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Facilité de coopération technique 2 pour le Burkina Faso Numéro CRIS: BF/FED/042-017 financée par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Burkina Faso L'action sera menée à l'endroit suivant: Burkina Faso	
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 – 11 <sup>e</sup> FED	
<b>4. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs, tout en contribuant indirectement à l'ODD 1 : «Pas de pauvreté»	
<b>5. Secteur d'intervention/domaine thématique</b>	Politiques publiques et gestion administrative	Aide au développement: OUI <sup>1</sup>
<b>6. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 3 900 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 3 900 000 EUR	
<b>7. Modalité d'aide et modalité de mise en œuvre</b>	Modalité de projet <b>Gestion indirecte</b> avec le Burkina Faso	
<b>8 a) Code(s) CAD</b>	15110 Politique publique et gestion administrative	
<b>b) Principal canal de distribution</b>	12000: Gouvernement partenaire	

<sup>1</sup> L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

<b>9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>X</b>
	Aide à l'environnement	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>10. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »</b>	S.O.			

## RESUME

L'objectif global de la facilité de coopération technique (FCT) est de contribuer à une mise en œuvre plus efficace des projets / programmes financés par l'UE au Burkina Faso, à une appropriation des nouveaux outils de l'UE et par conséquent à une plus grande efficacité de l'aide communautaire. L'atteinte de ces objectifs contribuera à l'amélioration de l'efficacité de l'aide et spécifiquement à une utilisation efficiente de l'aide budgétaire à travers une mise en œuvre plus efficace des projets / programmes financés par l'UE.

L'objectif spécifique est de faciliter la mise en œuvre des actions de coopération entre le Burkina Faso et l'Union européenne; et de poursuivre le renforcement de la qualité et de la visibilité de la coopération de l'UE au Burkina Faso.

Le programme proposé sera mis en œuvre à travers trois composantes:

1. Facilité d'assistance technique : une facilité permettant de recruter de l'expertise technique pour des missions de courte ou moyenne durée; des appuis au niveau de l'identification ou la formulation des projets / programmes; et assurer une mise en œuvre effective des projets. Cette facilité d'assistance technique, viendra aussi en complément au pilier 2 « assistance technique» du Plan européen d'investissement extérieur (PEI). Ce qui permettra d'apporter un appui dans le suivi des politiques de développement et la définition des stratégies sectorielles, en lien avec le processus de définition de la future stratégie de développement. Dans le cadre du projet de Jobs and Growth Compact pour le Burkina Faso, il sera possible de financer des études visant à définir des stratégies permettant la création d'emplois décents et de stimuler la croissance économique, ainsi que des formations spécifiques sur l'identification et le développement des filières porteuses.
2. Formation au profit des projets et programmes: renforcer les capacités des acteurs clés à travers les formations, séminaires ou activités de sensibilisation avant ou pendant la mise en œuvre des projets / programmes.
3. Conférences et séminaires: il s'agit de formations sur des sujets liés aux priorités de l'accord de partenariat ACP-UE, au FED ou aux autres procédures administratives et financières de l'UE. La ligne servira aussi à financer la participation à des réunions internationales ou de séminaires sur des thèmes du développement, et en lien avec le Compact pour l'emploi et la croissance.

## **1 ANALYSE DU CONTEXTE**

### **1.1 Description du contexte**

Le gouvernement burkinabè fait face à un mécontentement social avec d'importantes grèves et manifestations, organisées par les syndicats dans de nombreux secteurs de l'économie, pour revendiquer une hausse des salaires et des acquis sociaux.

Par ailleurs, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays de la sous-région, connaît une dégradation franche de la situation sécuritaire. Longtemps préservé, le pays est entré dans un cycle d'attaques djihadistes de plus en plus fréquentes.

Au plan économique, la croissance s'est accélérée à 6,4 % en 2017 (contre 5,9 % en 2016), et devrait se consolider à 6,6 % en 2018, principalement à la faveur d'une production aurifère en expansion, et d'une hausse des investissements publics dans les infrastructures. Malgré un taux de croissance positif régulier sur le long terme, celui-ci s'avère insuffisant pour réduire la pauvreté, résultat d'un investissement privé trop faible et d'un entrepreneuriat peu dynamique apportant peu de valeur ajoutée aux matières premières.

Les perspectives économiques demeurent favorables à court et moyen termes, avec une croissance du PIB qui devrait se stabiliser autour de 6 % pour la période 2018 à 2020. L'économie devrait être soutenue par le secteur agricole, celui des services et des mines. Les exportations nettes et la consommation privée devraient également soutenir la croissance à moyen terme.

Sur le plan extérieur, le pays est vulnérable aux fluctuations des prix d'importation de pétrole, des variations des cours de l'or et du coton, sans oublier sa vulnérabilité aux chocs climatiques liés aux variations pluviométriques. Sur le plan intérieur, la menace terroriste et les mouvements sociaux, y compris les grèves des fonctionnaires peuvent avoir des impacts négatifs sur le secteur minier et sur le service.

Le développement économique et social du pays sur le long-terme dépendra en grande partie de la stabilité socio-politique et sécuritaire du pays et de la sous-région, mais également de son ouverture au commerce international et de la diversification de ses exportations.

L'Union européenne est l'un des plus importants partenaires techniques et financiers du Burkina Faso. La Commission européenne accompagne le pays dans la mise en œuvre de son plan national de développement économique et social (PNDES) pour la période 2016-2020. Avec des financements additionnels du FFU et de différents instruments, l'appui total de l'UE au PNDES s'élève à 850 000 000 EUR environ.

## **1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)**

Ce programme va contribuer à placer au centre de l'intervention le suivi de la mise en œuvre des objectifs durables de développement (ODD) et l'efficacité de la coopération au développement. Malgré une amélioration sensible ces dernières années (progrès en matière d'éducation, amélioration dans le domaine de l'égalité hommes-femmes et légère baisse du taux de pauvreté), les indicateurs de santé maternelle et infantile n'ont toujours pas atteint les taux fixés par les objectifs de développement durable (ODD).

Aussi, tout en poursuivant sa politique de développement, l'Union européenne, a décidé d'accompagner les efforts du pays à retrouver sa stabilité à travers plusieurs projets dont le programme d'urgence Sahel du Burkina Faso (50 000 000 EUR) et en partenariat avec d'autres partenaires [UE, France, Allemagne, PNUD, BAD et Banque mondiale] à travers l'Alliance Sahel.

Dans une nouvelle dynamique, la Commission européenne a conclu avec l'Afrique une nouvelle alliance, « *une alliance pour l'investissement et des emplois durables* » permettant de créer à terme jusqu'à dix millions d'emplois nouveaux sur le continent dans les cinq prochaines années, à travers le secteur privé. Le Jobs & Growth Compact, Compact pour la croissance et l'emploi au Burkina Faso, est né de cette volonté de la Commission européenne. Il se veut évolutif et devrait servir de base à la future programmation UE-BF après 2020.

Certains secteurs d'intervention ont déjà été identifiés et guideront les réflexions sur le choix précis des filières. Il s'agit de :

- la transformation agro-sylvo-pastorale, en lien avec les priorités du PNDES ;
- l'énergie, notamment renouvelable, vecteur essentiel du processus de transformation économique ;
- les villes durables ;
- les technologies de l'information et de la communication.

Le processus Jobs and Growth Compact de l'UE, va nécessiter un travail commun, gouvernement – Union européenne, en direction des banques de développement qui seront des acteurs de gestion de financement de ce plan à travers entre autres le plan européen d'investissement extérieur (EIP). Cette collaboration va également apporter des éclairages sur la future programmation de la coopération BF-UE post 11<sup>e</sup> FED et post Cotonou.

## **1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région**

Le Burkina Faso a adopté le plan national de développement économique et social (PNDES) en 2016, nouveau référentiel du pays qui définit les orientations stratégiques pour le développement économique et social pour la période 2016-2020.

Se fondant sur la vision « *Le Burkina Faso, une nation démocratique, transformant la structure de son économie et réalisant une croissance forte et inclusive, au moyen de modes de consommation et de production durables* », le PNDES a pour objectif d'accélérer la croissance grâce à une augmentation importante de l'investissement public. Il s'articule autour de trois piliers stratégiques : (i) la réforme institutionnelle et la modernisation de l'administration publique, (ii) le développement du capital humain, et (iii) le renforcement des secteurs clés pour soutenir la croissance et l'emploi. Dans le PNDES, la transformation de l'économie s'appuie sur une liste d'investissement et de réformes structurants.

Le Burkina Faso est essentiellement un pays rural, avec environ 80 % de la population active qui vit en milieu rural. L'activité rurale est essentiellement agricole et emploie plus de 95 % de la main-d'œuvre. Elle est une activité de subsistance créant peu d'emplois rémunérés. La majorité des acteurs sont des indépendants ou des travailleurs familiaux. On peut constater que la plupart des emplois se trouvent dans le secteur informel à la solde du privé.

Ces dernières années, et avec l'avènement du PNDES le secteur privé est en train d'acquérir de la maturité. Entravé pendant des décennies par un environnement paralysant et par la lourdeur des politiques publiques, il est désormais prêt à assumer son rôle vital de moteur de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté.

La contribution du secteur privé à la valeur ajoutée est allée croissante au cours de la décennie, et cette performance est imputable au secteur privé formel. En revanche, la part du secteur privé dans le PIB est stable, autour de 43 - 45%. Cette stagnation est imputable au secteur privé informel, de plus en plus important, et dont la part relative évolue de façon décroissante.

Il y a une bonne intégration des cibles ODD dans le PNDES et les politiques et stratégies sectorielles. Cependant, des problèmes demeurent concernant la disponibilité et la qualité des données. La délégation de l'UE a financé des études dans le domaine des statistiques pour corriger les insuffisances constatées afin de mieux analyser les résultats de suivi-évaluation, et appuie fortement le système statistique national en matière d'adaptation des systèmes d'information pour le calcul des ODD.

Dans le cadre du suivi des objectifs de la déclaration de Paris et des engagements de Busan, le Burkina Faso élabore chaque année un rapport sur la coopération au développement (RCD). Le RCD est élaboré sous le leadership du gouvernement à travers le ministère de l'économie, des finances et du développement et en collaboration avec les partenaires techniques et financiers et les ONG. Le RCD synthétise et analyse l'ensemble de l'aide publique au développement (APD) reçue par le pays au cours d'une année donnée et, intervenant dans le contexte de mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Le présent projet s'inscrit dans le cadre du secteur hors concentration du PIN sous le 11<sup>e</sup> FED, pour un appui conséquent des services d'appui à l'Ordonnateur national (ON), conformément au dispositif national de gestion de l'aide extérieure. Son financement provient des reliquats des montants non décaissés des projets / programmes en cours du 11<sup>e</sup> FED.

#### **1.4 Analyse des parties prenantes**

Les parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet sont :

- Le **ministre de l'économie, des finances et du développement**, Ordonnateur du FED, dans le cadre de l'accord de Cotonou. Les structures du MEF impliquées dans la mise en œuvre du projet sont:
  - Au sein de la direction générale de la coopération (DGCOOP) : la direction de la coopération multilatérale (DCM) à travers son service de promotion des

programmes de coopération avec les institutions multilatérales européennes et asiatiques (SPPC-IMEA) qui est chargé, entre autres, du suivi des financements européens, et la direction du suivi des programmes financiers (DSPF) s'occupe du suivi des appuis budgétaires.

- Au niveau de la direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), la direction de la dette publique (DDP), à travers le service de la mobilisation des financements (SMF) suit l'exécution financière des projets et programmes.

Le suivi de l'exécution du projet est de la responsabilité de la direction générale de l'économie et de la planification accompagnée par les autres services.

- Les services des départements techniques, des ministères sectoriels ou d'autres structures (direction générale des études et des statistiques sectorielles, direction générale des marchés publics, personne responsable des marchés), interviennent spécifiquement sur les aspects relatifs aux procédures de passation de marchés et de maîtrise d'œuvre des projets financés par le FED à leur niveau.

## 1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Le principal défi demeure l'amélioration des capacités aussi bien des ressources humaines des services d'appui à l'ON, mais également des ministères techniques ou autres structures. La facilité de coopération technique 2 du 11<sup>e</sup> FED (2019-2021) vise à fournir un appui à la mise en œuvre du programme indicatif national (PIN) 11<sup>e</sup> FED (2014-2020) pour le Burkina Faso, mais également à accompagner l'administration locale à l'appropriation des nouveaux instruments.

Aux défis cités précédemment, s'ajoutent avec la préparation du Jobs and Growth Compact, de nouveaux axes de coopération avec le gouvernement afin d'améliorer l'environnement des affaires et de permettre l'essor du secteur privé:

- plaidoyer conjoint (UE+BF) auprès des institutions financières internationales porteuses des programmes ;
- renforcement du dialogue structuré avec le secteur privé ;
- renforcement du dialogue avec le secteur bancaire local ;
- identification de projets "bancables" compétitifs.

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
---------	--------------------------	-----------------------

Le manque de concertation, au niveau sectoriel et avec les services de l'ON.	M	Le bon fonctionnement des cadres de concertation permettra de réunir tous les acteurs de la chaîne et de disposer de l'information à temps.
La mauvaise communication entre les différents acteurs.	M	Assurer le partage de l'information.
Performance réduite des missions d'expertises due à la qualité des TDR ou au manque d'accompagnement des agents.	M	L'engagement d'élaborer les termes de référence en collaboration avec tous les acteurs clés et la DUE.
Forte dégradation de la situation sécuritaire rendant difficile la mise en œuvre de la coopération.	H	Mener de concert des actions de sécurité et de développement.
Tensions sociales et grèves.	H	Dialogue avec tous les acteurs pour une réforme en matière salariale.
Environnement des affaires ne permettant pas l'essor du secteur privé.	H	Mener des réformes permettant d'améliorer les indicateurs du Doing Business. Dialogue avec l'ensemble des acteurs.
<b>Hypothèses</b>		
<p>L'hypothèse de base du projet est que le Burkina Faso retrouve sa stabilité et l'ensemble des mécanismes de gouvernance au vu des mécontentements sociaux avec des risques sociaux importants, dans un contexte sécuritaire de plus en plus difficile.</p> <p>Le gouvernement s'attachera à prendre des mesures fortes pour relever le défi de la sécurité, maintenir la stabilité socioéconomique afin de poursuivre la mise en œuvre des différentes réformes entamées, et à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des finances publiques.</p>		

### 3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

#### 3.1 Enseignements tirés

La mise en œuvre de la FCT 1 du 11<sup>e</sup> FED a permis d'enregistrer des améliorations dans la mise en œuvre des ressources du FED, entre autres, par le biais d'appuis techniques à l'élaboration des dossiers d'appel d'offre (DAO) et la rédaction de devis programme (DP), de la mobilisation d'experts, de financement d'études. La mobilisation des experts a contribué à la réflexion sur la sécurité au Sahel et le financement des études a contribué à la formulation de projet de développement de filières porteuses.

Les enjeux liés à la mise en œuvre du FED sont tributaires de *i*) l'amélioration de l'implication de la direction de la coopération multilatérale (DCM) au niveau de la programmation, de l'identification et de l'instruction, mais également au niveau des ministères techniques; *ii*) la réduction des délais d'élaboration des divers documents; *iii*) l'amélioration de la circulation des informations et des mécanismes de concertation aussi bien en interne qu'avec les partenaires;

iv) la future programmation de la coopération BF-UE post 2020 et v) l'amélioration de la visibilité et de la communication.

Notons que la FCT 1 a permis de financer des études dont les résultats ont été utilisées par certains partenaires techniques et financiers, particulièrement les États membres de l'Union européenne – Burkina Faso, pour l'identification, la formulation et la programmation de nouveaux projets.

La FCT a également permis d'élaborer une stratégie de communication pour la coopération UE – BF et de développer des outils pour présenter les fondements de l'appui budgétaire, et la spécificité de chaque programme d'appui budgétaire.

La DUE a aussi pu financer le fonctionnement du secrétariat de la Troïka par ce biais. Pour mémoire, la Troïka est le porte-parole des partenaires techniques et financiers (PTF) et l'interface avec le gouvernement. L'objectif global de la Troïka est de coordonner et représenter la position des partenaires pour contribuer à une mise en œuvre optimale de la stratégie nationale de développement.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

La politique de coopération de l'UE permet de traduire au Burkina Faso les engagements de l'Accord de Cotonou. Cette politique répond également aux engagements de la déclaration de Busan concernant les principes d'alignement, harmonisation, coordination, division du travail, complémentarité des actions, et leadership du gouvernement.

Dans ce contexte, l'UE et ses États membres (UE+) ont élaboré un document de stratégie conjointe, permettant d'apporter une réponse coordonnée et stratégique aux défis du pays, et améliorant ainsi l'efficacité de la coopération au développement.

L'objectif de la stratégie conjointe est de contribuer à la réduction de la pauvreté au Burkina Faso et à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

Les partenaires européens considèrent disposer d'avantages comparatifs en lien avec les objectifs du PNDES, et reposant sur leurs engagements respectifs et priorités stratégiques. Ainsi, la stratégie conjointe repose sur les valeurs et principes communs partagés par les partenaires européens et le gouvernement burkinabè, à savoir: Démographie, genre, droits humains, gouvernance et participation démocratique et société civile, gouvernance économique - climat des affaires, développement social et ressources humaines qualifiées, environnement. Toutefois, le document stratégie conjointe ne se substitue pas aux documents de programmation bilatérale.

Aussi, les chefs de coopération UE, la délégation et la Suisse tiennent des réunions mensuelles permettant de faire le point sur l'état de la coordination des PTF, les portefeuilles respectifs et leur évolution, ainsi que sur la programmation bilatérale.

Au plan commercial, les relations sont également renforcées et ont permis la création de la chambre européenne de commerce (EUROCHAM-BF) visant à renforcer le dialogue du secteur privé européen avec les acteurs économiques locaux et les autorités.

L'UE et la Belgique sont membres de la Troïka des partenaires techniques et financiers. La Troïka est un cadre de coordination entre le gouvernement du Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers (PTF) et est alignée sur les cadres sectoriels de dialogue (CSD) mis en place dans le cadre du PNDES par le gouvernement pour assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des priorités du PNDES.



## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectif général, objectif spécifique, produits attendus et activités indicatives**

L'objectif général du projet est de contribuer à une mise en œuvre plus efficace des projets / programmes financés par l'UE au Burkina Faso et par conséquent à une plus grande efficacité de l'aide.

L'objectif spécifique est de faciliter la mise en œuvre des actions de coopération entre le Burkina Faso et l'Union européenne; et de poursuivre le renforcement de la qualité et de la visibilité de la coopération de l'UE au Burkina Faso.

Les produits escomptés sont :

- R 1 Identification et formulation des projets / programmes améliorées, conjointement avec les ministères techniques et les services techniques de l'ON ;
- R 2 Capacités des différents acteurs renforcées dans toutes les étapes des projets / programmes ;
- R 3 Réalisation des tâches de suivi / évaluation et audit des projets/programmes dans le cadre de la coopération UE/Burkina Faso ;
- R 4 Sensibilisation renforcée des acteurs de la coopération (administration publique, société civile et secteur privé) à la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'Union européenne telle que définie dans le PIN ;
- R 5 Participation à des rencontres internationales visant les acteurs clés du développement concernés par la mise en œuvre des projets/programmes facilitée;
- R 6 La visibilité UE des actions de coopération avec le Burkina Faso est assurée.

Ces objectifs et résultats seront atteints à travers des activités telles que la mobilisation d'expertise court et moyen terme, la réalisation d'études, la participation à des séminaires et conférences et la conduite d'actions de visibilité. A titre indicatif, les actions qui seront menées pour parvenir à chacun des résultats escomptés sont les suivantes:

1. Facilité d'assistance technique. Les missions d'assistance consistent entre autres à:
  - la préparation des projets de décisions de financement (identification et formulation) ;
  - assurer des tâches de suivi / évaluation et audit quand ceux-ci n'ont pas été prévus dans les projets / programmes, ou lorsque ces derniers ont déjà été clôturés. Ces évaluations seront principalement conduites dans les secteurs de concentration du PIN, à savoir : gouvernance, santé et, sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau ;
  - entreprendre des études à court terme à l'appui des différents acteurs clés, menées dans les domaines de concentration du PIN. Des questions pourraient également être prises en compte dans ces études, notamment l'intégration des questions de genre, de démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, de l'environnement et du changement climatique.
2. Formation au profit des projets et programmes. Il s'agit du renforcement de capacité des acteurs à travers des séances de formation ou des ateliers. De façon spécifique :
  - organisation de formation pour les acteurs clés des projets / programmes afin de renforcer leur capacité dans la mise en œuvre des projets / programmes dans le cadre de la coopération UE-Burkina Faso ;

- organisation de séminaire / atelier pour discuter des caractéristiques de la politique de l'UE ou de son évolution ;
  - autres actions telles que des ateliers ou activités de sensibilisation avant ou pendant la formulation d'un projet / programme (gestion axée sur les résultats, gestion du cycle de projet, procédures contractuelles et financières du FED, etc.) seront financées.
3. Conférences et séminaires. La participation à des conférences et séminaires internationaux visant les acteurs-clés du développement concernés par la mise en œuvre des projets/programmes de coopération au Burkina Faso. Notamment :
- organisation de séminaires et conférences sur des thèmes en lien avec le FED, le FFU, le PEI ;
  - participation à ces conférences/réunions/séminaires internationaux organisés ou non par la Commission européenne.

## **4.2 Logique d'intervention**

Les objectifs et résultats seront atteints à travers des activités telles que la mobilisation d'expertise court et moyen terme, la réalisation d'études, la participation à des séminaires et conférences et des actions de visibilité.

La participation à de tels événements permettra au Burkina Faso de présenter ses positions et ses attentes et de renforcer le dialogue avec des acteurs mondiaux.

Parallèlement à ces activités, la FCT 2 appuiera des activités telles que:

- Le travail au sein des cadres de concertation sectoriels.
- La visibilité.

## **4.3 Intégration des questions transversales**

Le projet proposé est cohérent avec les objectifs fixés par la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le programme d'actions d'Accra ainsi qu'avec la stratégie commune Afrique-UE. Il aura donc un impact direct en ce qui concerne la démocratie et la bonne gouvernance, en renforçant l'efficacité de la coopération et en améliorant l'identification et la mise en œuvre des projets financés par le FED.

Il aura pour effets indirects de permettre, au sein de chaque nouveau projet / programme, une meilleure prise en compte de l'ensemble des questions transversales. Pour ce faire, le projet permettra la mobilisation d'experts dans le cadre de l'efficacité de l'aide.

La FCT 2 contribuera à une meilleure intégration des questions transversales, telles que le genre et l'environnement dans la définition et la mise en œuvre des trois domaines de concentration du PIN. En outre, des études spécifiques pourraient être demandées pour faciliter la prise en compte de ces questions transversales dans les différents projets et programmes.

Les évaluations d'impact environnemental, lorsqu'elles s'avéreront nécessaires, se feront sur la base d'une analyse environnementale stratégique des politiques.

#### **4. 4 Contribution à la réalisation des ODD**

La présente intervention s'inscrit dans le Programme de développement durable des Nations unies. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'ODD 17: « Partenariats pour la réalisation des objectifs », tout en contribuant indirectement à l'ODD 1: « Pas de pauvreté ».

### **5 MISE EN ŒUVRE**

#### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

#### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60** mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

#### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

S.O.

#### **5.4 Modalités de mise en œuvre**

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>2</sup>.

##### ***5.4.1 Gestion indirecte avec le pays partenaire***

La présente action ayant pour objectif de contribuer à une mise en œuvre plus efficace des projets / programmes financés par l'UE au Burkina Faso et par conséquent à l'amélioration de l'efficacité de l'aide, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Burkina Faso conformément aux modalités suivantes :

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procédera à un contrôle ex ante des procédures d'octroi de subventions pour tous les contrats de subvention.

---

<sup>2</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, l'exécution des marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et pour les subventions.

La contribution financière ne couvre pas les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

## 5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.6 Budget indicatif

	<b>Contribution de l'UE (montant en EUR)</b>
<b>5.4.1 - Gestion indirecte avec le pays partenaire dont (montants indicatifs)</b>	<b>3 650 000</b>
• <i>Assistance technique et études</i>	<i>2 650 000</i>
• <i>Formations (y compris les fournitures et l'équipement, location des locaux et frais divers)</i>	<i>1 000 000</i>
• <i>Conférences, séminaires (y inclus communication et visibilité)</i>	
<b>5.9 - Evaluation, 5.10 - Audit</b>	<b>250 000</b>
<b>Totaux</b>	<b>3 900 000</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'autorité adjudicatrice du projet est l'Ordonnateur national du Burkina Faso, le ministre de l'économie, des finances et du développement (MINEFID). La direction générale de la coopération (DGCOOP) assure la maîtrise d'œuvre du projet.

La structure organisationnelle de la TCF et les responsabilités y afférentes se présentent comme suit :

### **Organe de pilotage et d'orientation**

Il sera mis en place un comité de pilotage pour superviser l'orientation générale de la TCF. Ce comité est composé comme suit :

- d'un représentant de l'Ordonnateur national,
- d'un représentant du directeur général de la coopération,
- d'un représentant du directeur général du trésor et de la comptabilité publique,
- d'un représentant du directeur général du budget,

- d'un représentant du directeur général du contrôle des marchés publics et des engagements financiers,
- d'un représentant du directeur général des études et des statistiques sectorielles,
- d'un représentant du chef de délégation.

Le comité de pilotage peut faire appel à toute personne ou organisation ressource, à titre d'observateur, dont la participation est jugée nécessaire.

### **Organe de coordination**

La TCF est placée sous la coordination du directeur général de la coopération en tant que responsable du programme budgétaire lié aux financements extérieurs.

Le coordonnateur peut déléguer la coordination de l'unité de gestion à une personne qui lui rend régulièrement comptes.

### **Organe de gestion et de suivi**

La TCF est gérée par une unité de gestion du projet (UGP). La gestion et l'exécution du projet seront confiées à (i) un régisseur, chef de projet, qui sera un haut cadre de l'administration choisi en raison de sa grande connaissance de l'administration publique et de son expérience en matière de gestion des projets/programmes et (ii) un comptable.

Sous la coordination du directeur général de la coopération, et en fonction des pouvoirs qui leur sont délégués par l'ON, le régisseur et le comptable prépareront et mettront en œuvre un devis programme pluriannuel sous modalités de gestion indirecte permettant de mobiliser les fonds pour le déroulement des activités, y compris la passation et la signature des contrats dans la limite des seuils fixés dans le guide pratique des devis programmes. Ils engageront les dépenses et effectueront les paiements correspondants.

Le régisseur et le comptable seront désignés par l'ON en accord avec le chef de délégation de l'UE.

Outre le régisseur et le comptable, le PAGA sera composé du personnel suivant :

- un coordonnateur qui est le responsable de programme budgétaire ;
- un coordonnateur délégué, le cas échéant
- un responsable du suivi-évaluation : le chargé du suivi-évaluation de la direction générale de la coopération sera désigné responsable du suivi-évaluation du PAGA. Il est appuyé par un assistant en suivi évaluation.

### **Appuis d'expertise technique court terme**

En fonction des besoins, il sera passé des marchés de services avec des experts courts termes pour mener à bien des activités spécifiques en lien avec les objectifs de la TCF.

## **5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux

indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation ex post de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait de l'avènement du post Cotonou.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

La communication et visibilité sera mise en œuvre dans le cadre de la gestion indirecte avec le Pays partenaire.

## **6 CONDITIONS PREALABLES**

S.O.

## APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses
<b>Impact (objectif général)</b>	Contribuer à une plus grande efficacité de l'aide communautaire au Burkina Faso.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 1. Taux d'engagement des fonds disponibles (%).</li> <li>– 2. Taux de décaissement des fonds engagés (%).</li> <li>– 3. Niveau de mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) du Burkina Faso.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 1. Rapport de suivi du PIN 11<sup>e</sup> FED.</li> <li>– 2. Rapport de suivi du PIN 11<sup>e</sup> FED.</li> <li>– 3. Aide-mémoire des partenaires techniques et financiers du Burkina Faso</li> </ul>	<i>Sans objet</i>
<b>Effet direct (objectif spécifique)</b>	Poursuivre le renforcement de la qualité et de la visibilité de la coopération de l'UE au Burkina Faso.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 1. Nombre de projets et stratégies mis en œuvre par rapport aux projets et stratégies identifiés</li> <li>– 2. Nombre de rapport de formation et de séminaires / conférence validé</li> <li>– 3. Taux d'engagement des projets financés sur le 11<sup>e</sup> FED et respect de la programmation budgétaire</li> <li>– 4. Taux d'exécution de la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Rapports de coopération BF/UE</li> <li>2. Rapports de coopération BF/UE</li> <li>3. Conclusions des revues annuelles, à mi-parcours et en fin de parcours du FED</li> <li>5. Données comptables</li> </ul>	<p>Stabilité socio - politique (pas de déstabilisation sociale due aux grèves et mouvements sociaux).</p> <p>Etat de droit et de bonne gouvernance.</p> <p>Existence d'un lien formel entre l'ON et les Ministères techniques</p>



		programmation annuelle (%) – 5. Nombre de plan de communication validé (DUE et projets)		
<b>Produits</b>	R1. Identification et formulation des projets / programmes améliorées, conjointement avec les ministères techniques et les services techniques de l'ON.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2.1 Nombre de termes de référence / dossier d'appels d'offre développés avec l'appui de l'action et conforme aux procédures FED</li> <li>- 2.2. Nombre de projets / programmes formulés avec l'appui de l'action</li> <li>- 2.3. Statut des outils de gestion et suivi de projets/programmes développés avec l'appui de l'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2.1.Rapport coopération UE/BF</li> <li>- 2.2. Rapports de coopération UE/BF</li> <li>- 2.3. Rapports d'activités de l'ON</li> </ul>	Toutes les structures impliquées au niveau du MEF coordonnent leurs activités sans conflits d'intérêt  L'environnement institutionnel est stabilisé  La mise en œuvre des différentes réformes entamées, et l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des finances publiques, en particulier la lutte contre la corruption se poursuit.
	R2. Capacités des différents acteurs renforcées dans toutes les étapes des projets / programmes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2.1. Nombre d'assistance techniques sollicitées par l'ON</li> <li>- 2.2 Nombre de cadres ayant suivi avec succès tout le planning de formation avec l'appui de l'action et ayant acquis de nouvelles (données désagrégées par</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2.1 Requête de l'ON ;</li> <li>- Rapports d'assistance technique</li> <li>- 2.2. Rapports de formation ; questionnaire distribué aux participants avant et après la formation</li> </ul>	Le personnel en charge de la mise en œuvre du FED tant au MEF que dans les ministères techniques est

		sexe)		stable
	R3. La conduite des tâches de suivi / évaluation et audit des projets/programmes est améliorée dans le cadre de la coopération UE/Burkina Faso.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3.1. Nombre d'études / audits réalisés avec l'appui de l'action.</li> <li>- 3.2. Nombre de missions d'évaluation effectuées avec l'appui de l'action.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3.1. Rapports d'audit</li> <li>- 3.2. Divers rapports de mission : évaluations internes ; évaluation externes conclusions des missions ROM</li> </ul>	<p>Adhésion politique et disponibilité budgétaire.</p> <p>Emergence de besoins non prévus par les enveloppes budgétaires disponibles.</p>
	R4. Sensibilisation renforcée des acteurs de la coopération (administration publique, société civile et secteur privé) à la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'Union européenne telle que définie dans le PIN.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4.1. Nombre de séminaires / ateliers et de conférence organisés avec l'appui de l'action</li> <li>- 4.2. Nombre de participants aux événements ci-dessus (données désagrégées par sexe)</li> <li>- 4.3 Nombre de réunions des COPIL et cadre de concertation organisés avec l'appui de l'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4.1. Compte rendu de conférence.</li> <li>- 4.2. Feuille d'émargement</li> <li>- 4.3 Compte rendu des COPIL et cadre de concertation.</li> </ul>	
	R5. Participation à des rencontres internationales visant les acteurs clés du développement concernés par la mise en œuvre des projets/programmes facilitée.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5.1 Nombre de participation par des acteurs clés (désagrégé par type d'acteurs) du développement à des séminaires / ateliers et de conférence internationaux avec l'appui de l'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5.1. Compte rendu de mission</li> </ul>	

	<p>R6. La visibilité UE des actions de coopération avec le Burkina Faso est assurée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 6.1. Taux d'évolution du nombre d'abonnés de la page Facebook de la DUE</li> <li>6.2 Nombre d'articles publiés dans la presse locale et nombre de spots radios et télévisions diffusés avec l'appui de l'action (annuel)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 6.1 Rapport d'activité</li> <li>- 6.2 Articles et annonce radio télévisées.</li> </ul>	
--	--	--	---	--